



Bundesamt für Justiz
Office fédéral de la justice
Ufficio federale di giustizia
Uffizi federal da la giustia

J.312-DOR/MD/BF

Bern, den 11. Januar 1993

KONTAKTGREMIUM DER KANTONE / GROUPE DE CONTACT DES CANTONS

Protokoll der 33. (ausserordentlichen) Sitzung vom 18. Dezember 1992 in Bern / Procès-verbal de la 33e réunion (extraordinaire) du 18 décembre 1992 à Berne

Anwesend / Présents

Bundespräsident R. Felber, Bundesrat J.-P. Delamuraz, Bundesrat A. Koller (Vorsitz), alt Regierungsrat Jenny (Präsident der KOKO)

Vertreter der Kantone / Représentants des cantons

Die Herren Regierungsräte Honegger (ZH), Siegenthaler (BE), Zemp (LU), Dittli (UR), Bruhin (SZ), Wolfisberg (OW), Waser (NW), Marti (GL), Bisig (ZG, i.V. Kohler), Morel (FR), Wallner (SO), Vischer (BS), Fünfschilling (BL), Briner (SH), H.W. Schmid (AR), Graf (AI), Stöckling (SG), Schönenberger (SG), Brändli (GR), Pfisterer (AG, i.V. Siegrist), Stähelin (TG), Pedrazzini (TI), Ruey (VD), Wyer (VS), Matthey (NE), Maitre (GE), Boillat (JU), Lachat (JU), Herr Staatsschreiber Baumeler (LU), M. Grandjean, eurodélégué (VD).

Vertreter der Bundesverwaltung / Représentants de l'administration fédérale

EDA / DFAE: M. l'Ambassadeur Krafft
EVD / DFEP: Staatssekretär Blankart
Integrationsbüro EDA/EVD / Bureau de l'intégration DFAE/DFEP: Botschafter Spinner
EJPD / DFJP: Herr H. Koller, Direktor BJ, M. Jacot-Guillarmod, Sous-directeur OFJ, Herr Schlumpf, Pressedienst EJPD

Sekretariat / Secrétariat

Mme Malaguerra und Herr Dörig (Protokoll), BJ



Entschuldigt / Excusés

Die Herren Regierungsräte Inderbitzin (SZ), Kohler (ZG), Feldges (BS), Siegrist (AG), Ziegler (GE), Staatssekretär Kellenberger (EDA/DFAE)

Beginn der Sitzung / Début de la séance: 09.30 Uhr

Eröffnung der Sitzung / Ouverture de la réunion

Bundesrat Koller eröffnet die 33. Sitzung des Kontaktgremiums der Kantone und begrüsst die Anwesenden. Er bedauert, dass das Volk trotz Eintreten des Bundesrates und der Kantonsregierungen für den EWR die Teilnahme der Schweiz am Europäischen Wirtschaftsraum am 6. Dezember abgelehnt hat. Der Bundesrat hat diesen Entscheid des Souveräns ohne Wenn und Aber zu akzeptieren. Andererseits ist sich der Bundesrat bewusst, dass dieser negative Ausgang der Volksabstimmung die Schweiz in eine sehr schwierige Lage gebracht hat. Aus staatspolitischer Sicht ist es bedauerlich, dass das unterschiedliche Abstimmungsverhalten viele Gräben offengelegt hat: zunächst ist hier der Graben zwischen der Romandie und den beiden Basel auf der einen und der Deutschschweiz sowie dem Tessin auf der anderen Seite zu erwähnen. Auch zwischen den Städten und den ländlichen Gebieten ist eine Kluft zu Tage getreten. Im Hinblick auf den föderalistischen Zusammenhalt in unserem Land müssen wir die Unterschiede in der Beurteilung dieser sehr wichtigen staatspolitischen Frage äusserst ernst nehmen. Auch in föderalistischer Hinsicht haben wir zu lange mit dem Sonderfall Schweiz kokettiert. Dies kommt zum Beispiel im Bonmot "Les Suisses s'entendent bien parce qu'ils ne se comprennent pas" zum Ausdruck. Es schien dem Bundesrat deshalb staatspolitisch wichtig, die Kantonsvertreter zur heutigen ausserordentlichen Sitzung zur Vornahme einer ersten Lagebeurteilung einzuladen. Die Kantone Basel-Stadt, Waadt und Solothurn haben sich ebenfalls für die Abhaltung einer solchen Sitzung ausgesprochen. Der Dialog über Gräben und Grenzen hinweg ist heute dringlicher denn je. Auch unsere politische Kultur hat im Abstimmungskampf Schaden gelitten. Im heutigen Gespräch werden wir versuchen, Gräben wieder zu überbrücken und die negativen Auswirkungen des Neins im Sinne einer Schadensbegrenzung zu vermindern.

Zunächst werden Bundespräsident Felber und Bundesrat Delamuraz die Situation in aussenpolitischer, beziehungsweise wirtschaftspolitischer Hinsicht erläutern, anschliessend wird der juristisch-legislatorische Aspekt vom Vorsitzenden beleuchtet. Es ist wichtig, dass sich heute auch die Kantonsvertreter über ihre Beurteilung der Lage nach dem 6. Dezember aussprechen und ihre Erwartungen an den Bundesrat formulieren. Schliesslich soll diskutiert werden, was Bund und Kantone gemeinsam im Sinne der Schadensbegrenzung unternehmen können.

Dieses Vorgehen wird gebilligt. Bundesrat Koller erteilt das Wort an Bundespräsident Felber:

Pour le Président de la Confédération, M. René Felber, la votation du 6 décembre a mis en évidence un certain nombre de cassures. La première d'entre elles concerne bien sûr le clivage entre les communautés linguistiques, qui a trouvé une illustration jusque dans les cantons bilingues comme Fribourg et le Valais. Une autre césure s'est manifestée entre le peuple et les autorités, ce qui suggère peut-être que l'information a été trop technique et n'a pas répondu à la demande de la population, qui était surtout d'ordre émotionnel. D'autres différences ont pu être notées entre les classes sociales et les classes d'âge, les couches aisées et les jeunes se montrant en général plus favorables que les classes moyennes et âgées. Enfin, le clivage résultant des différences économiques constitue un élément très important: on a vu que les cantons les plus touchés par la crise économique sont ceux qui s'étaient montrés le plus favorables, alors que les cantons du "non" sont ceux où le taux de chômage est le plus faible.

A la suite de cette votation, la position du Conseil fédéral est la suivante: la volonté d'intégration de la Suisse dans l'Europe doit être maintenue; il s'agit à cet égard de conserver toutes les options ouvertes. La première de ces options est la recherche d'accords bilatéraux avec la Communauté, le but visé étant d'obtenir des garanties de réciprocité dans les différents domaines. La deuxième possibilité est l'organisation d'un second vote sur l'EEE. La troisième option consiste à poursuivre dans la voie d'une adhésion future à la Communauté européenne.

Il ressort des contacts que le président Felber a eus avec des représentants de la plupart des pays communautaires, lors du récent sommet de la CSCE, que ces pays sont déçus des résultats de la votation, mais qu'ils ne tiennent pas rigueur aux autorités suisses de cet échec. Le regret est d'autant plus vif qu'aux yeux de la CE, l'attrait majeur de l'Accord sur l'EEE résidait dans la participation de la Suisse, principale partenaire de la CE au sein de l'AELE. Le vœu généralement exprimé par les pays communautaires est que la Suisse adhère, à terme, à la Communauté.

En ce qui concerne la première des options évoquées, soit la conclusion d'accords bilatéraux, les réactions enregistrées confirment que la CE ne souhaite pas substituer un puzzle d'accords bilatéraux à l'Accord sur l'EEE qui vient d'être refusé par la Suisse. Ayant offert un accord multilatéral, la CE n'est pas disposée aujourd'hui à colmater les brèches en acceptant que la Suisse se compose un EEE à la carte. Certes, il n'est pas exclu que, sur quelques points, des accords puissent être conclus, mais il est hors de question d'envisager une solution dans ce sens qui équivaldrait par exemple au processus de Luxembourg. Certains Etats de la CE s'opposent même à tout accord bilatéral.

S'agissant de l'éventualité d'un nouveau vote sur l'EEE, il convient de relever d'emblée que les citoyens qui pensent pouvoir revoter sur un EEE aménagé à la sauce helvétique se font des illusions. Tout d'abord, il est utopique de penser que l'on pourra revoter à brève échéance sur la même question. Or les autres Etats parties à l'Accord sur l'EEE ont affirmé très clairement qu'ils envisageaient de mettre en vigueur cet ac-

cord le plus rapidement possible. Une conférence diplomatique se réunira au tout début de 1993 pour décider des modifications à apporter à l'accord, suite au refus de la Suisse. A supposer que l'on veuille utiliser cette deuxième option, il faudra donc renégocier l'Accord sur l'EEE, qui comprendra, outre les mêmes engagements qu'aujourd'hui, tout l'acquis communautaire dans le pipeline qui aura été adopté dans l'intervalle. On aboutira à un accord qui nécessitera un programme Eurolex plus important que celui accepté par les Chambres cet été. Les partenaires de la Suisse sont donc très sceptiques sur la praticabilité de cette option, d'autant que le caractère provisoire de l'EEE a encore été mis en évidence au dernier sommet d'Edimbourg où l'on a décidé d'accélérer le processus d'élargissement de la Communauté.

Enfin, pour ce qui est de l'adhésion, le Conseil fédéral a dit qu'il souhaitait maintenir sa demande d'ouverture de négociations. Cela correspond au voeu de la CE, qui ne souhaite pas que la Suisse retire cette demande. Dans ce contexte, la question qui se pose est donc celle du moment opportun pour entamer de telles négociations. L'ouverture de négociations dans l'immédiat est évidemment impensable tant aux yeux de la CE qu'à ceux du Conseil fédéral. L'avis de la CE sur la candidature suisse est prêt, mais celle-ci renoncera à le publier aussi longtemps que le Conseil fédéral n'aura pas donné un signe.

Sur le plan intérieur, le Conseil fédéral est préoccupé par les cassures apparues lors de la votation du 6 décembre. Il va donc s'atteler à restaurer l'unité et la confiance. A cet égard, il est important de rappeler que plus d'un million de Suisses alémaniques ont dit "oui" à l'Accord sur l'EEE. Les divisions apparues au sein de la Suisse alémanique sont plus graves que le clivage entre la Suisse de langue française et la Suisse de langue allemande. L'importante minorité acceptante, ainsi que l'abondant courrier reçu à la suite de la votation constituent toutefois des éléments constructifs et encouragent le Conseil fédéral à poursuivre sa politique d'ouverture à l'Europe.

Le Conseiller fédéral Delamuraz informe que le Conseil fédéral entend adopter, le 13 janvier 1993, un premier paquet de réformes urgentes visant à améliorer les conditions-cadre de l'économie. A cette fin, des consultations ont présentement lieu avec l'ensemble des partenaires économiques et sociaux. Ce programme de réformes, que le rejet de l'EEE rend encore plus nécessaire et plus urgent, pourrait éventuellement faire l'objet d'une session extraordinaire du Parlement en avril prochain.

En ce qui concerne son contenu, ce programme comprendrait tout d'abord l'héritage positif d'Eurolex, repris sous un autre nom. Dans le même temps, des mesures de revitalisation de l'économie, déjà esquissées en dehors d'Eurolex, devraient être adoptées. Ce programme de revitalisation est conçu dans l'optique de faciliter les conditions d'exercice de l'économie sans ruiner les acquis sociaux, environnementaux et régionaux. Il devrait en particulier permettre le lancement de nouvelles politiques régionales. Il s'agira aussi d'améliorer les conditions-cadre

de l'économie, amélioration qui devrait se faire, là encore, sans porter préjudice aux acquis "humains".

Enfin, il est important que la Confédération et les cantons continuent de procéder à un examen de l'euro-compatibilité de leurs lois pour éviter d'aller inutilement à fin contraire du droit européen. Sans doute cet exercice, qui redevient un acte de volonté autonome, sera-t-il plus difficile qu'avec la stimulation de l'EEE. Eviter le retour aux helvétismes est néanmoins une tâche prioritaire dans la perspective d'une intégration européenne de la Suisse. A ce titre, on reverra en particulier la loi sur les cartels.

La Suisse sera-t-elle capable de mettre sur pied ce programme de réformes sans l'aiguillon de l'EEE? Si l'on en croit les proclamations de force et de vertu des opposants au traité durant toute la campagne, ce devrait être le cas. Mais il n'est pas certain que les choses se passeront si facilement. Et même si ces réformes ont des chances d'être acceptées, en raison des bonnes dispositions des partis gouvernementaux, elles ne vaudront pas forcément à la Suisse la réciprocité. Celle-ci exigera encore des négociations internationales qui, vu le peu d'enthousiasme de la Communauté pour ce genre d'exercice, risquent d'être particulièrement difficiles.

Sur le plan externe, le refus suisse de participer à l'EEE aura probablement pour effet de repousser l'entrée en vigueur de ce traité au 1er juillet 1993. Ce report indispose particulièrement certains pays nordiques qui connaissent de graves difficultés économiques. Le refus de la Suisse pourrait en effet entraîner une renégociation de certains aspects financiers. L'Espagne notamment revendique que la participation globale des pays de l'AELE, en particulier leur participation au fonds de cohésion, soit maintenue au niveau prévu. Etant donné que la Suisse ne participera pas à ce fonds, - elle l'a dit clairement à Genève la semaine dernière -, les autres Etats de l'AELE pourraient être tenus de se partager sa contribution. Comme les travaux de l'AELE portent actuellement à 90 % sur l'EEE, la Suisse est en outre exclue de l'ensemble de ces travaux. Cela s'est déjà traduit par le transfert du siège de l'Autorité de surveillance (ESA, 80 emplois) à Bruxelles. Pour l'instant, le siège de la Cour AELE et du Secrétariat de l'AELE ne sont pas remis en question. Le refus suisse a toutefois pour conséquence de fragiliser considérablement la position de certains directeurs suisses au siège central de l'AELE. Ces hauts fonctionnaires ne disposent plus, en effet, de l'autorité morale nécessaire pour continuer de représenter l'AELE, ce qui équivaut à une perte d'influence de la Suisse dans cette organisation. Il faut par ailleurs s'attendre à des discriminations dans un certain nombre de domaines. C'est le cas par exemple dans le secteur des règles d'origine où trois systèmes se chevaucheront, rendant le travail des exportateurs bien difficile. Autre exemple: les programmes de recherche et de développement, auxquels nous pouvions participer de plein droit dans l'EEE. Il faudra désormais les renégocier avec, à la clef, une contribution financière élevée et plus aucun pouvoir de codécision. Dans le domaine du trafic aérien, la Suisse tentera d'obtenir

quelques avantages pour Swissair, grâce à l'Accord de transit récemment adopté par les Chambres.

L'énoncé de ces difficultés à venir ne participe pas d'une délectation morose. Il procède d'une simple constatation des faits. Certes, tout sera entrepris pour trouver des solutions, mais celles-ci ne pourront être que partielles. De même, la Suisse continuera d'utiliser l'instrument de l'AELE, tant pour lui-même qu'auprès de la CE, mais sa position s'y est considérablement affaiblie.

Le cas du Liechtenstein - qui ne veut pas sacrifier sa vieille intégration avec la Suisse à sa nouvelle intégration européenne - est intéressant. Ce pays a été sommé par la CE de "régulariser" sa situation avec la Suisse avant de ratifier l'Accord sur l'EEE. La CE ne veut pas que la Suisse entre dans l'EEE par la porte de service du Liechtenstein alors qu'elle a refusé d'y entrer par la porte officielle. Des négociations entre la Suisse et le Liechtenstein ont donc commencé en vue de rendre les traités qui lient ces deux pays compatibles avec une participation du Liechtenstein à l'EEE.

En conclusion, M. Delamuraz souligne qu'il relève du devoir politique de tous les gouvernements - fédéral et cantonaux - de maintenir la vocation d'ouverture manifestée par 49,7 % des Suisses le 6 décembre dernier. Il s'agit à la fois d'éviter que cette motivation ne retombe et que l'éclosion de nouvelles initiatives, sympathiques mais irréalistes, ne conduisent à des désastres politiques. Sur le plan économique, l'état de grâce qui semble avoir immédiatement suivi le 6 décembre (bonne tenue de la bourse et du franc suisses, augmentation des investissements britanniques et japonais en Suisse) ne doit pas faire illusion. Tant que l'EEE n'est pas en place, il n'y a pas de raison que les conditions économiques changent radicalement. Par ailleurs, il existe aussi des signes contraires: abandons d'entreprises, détournements d'investissements. Quoi qu'il en soit, il est évident que l'évolution économique aura une influence sur l'opinion publique, dans un sens ou dans l'autre.

Bundesrat Koller berichtet über die rechtlichen Konsequenzen des Neins zum EWR-Abkommen: Die beiden neuen Uebergangsbestimmungen der Bundesverfassung entfallen und die Eurolex-Vorlagen können nicht in Kraft treten. Rechtlich besteht keine Verpflichtung, irgendeinen EWR-Acquis zu übernehmen; und es besteht auch keine Verpflichtung, Bundesrecht und kantonales Recht dem EWR-Recht anzupassen. Ueber das weitere rechtspolitische Vorgehen ist damit noch nichts gesagt.

In diesem Zusammenhang stellt er zwei Punkte in den Vordergrund:

1. Der Bundesrat ist bereit, den Kantonen auch ohne die formelle Garantie des nun weggefallenen Art. 21 UeB BV diese Mitwirkungsrechte in der künftigen Europapolitik zu gewähren. Er ist überzeugt, dass die Arbeit im Kontaktgremium Bund-Kantone nach dieser bedauernswerten Niederlage noch wichtiger sein wird. Die Kantone werden von Anfang an über alle Schritte orientiert und angehört werden, und der Bundesrat

wird sie im Rahmen der in Art. 21 UeB BV vorgesehenen Bestimmungen mitwirken lassen.

2. Europafähigkeit unseres Wirtschaftsrechts: Es besteht zwar keine Verpflichtung zur Rechtsangleichung, der Bundesrat hat aber bereits am Sonntagabend nach der Abstimmung erklärt, dass er am Ziel der Europafähigkeit unseres Wirtschaftsrechts ausdrücklich festhalten wolle. Das Ziel der Europakompatibilität ist übrigens älter als der EWR. Damit setzen wir die Praxis fort, unseren wirtschaftsrechtlichen Botschaften ein Kapitel zur Europakompatibilität anzufügen.

Um aus dem "Malaise" herauszukommen, müssen wir dem Parlament sofort ein internes Reformprogramm vorlegen. Dieses Programm enthält einen wirtschaftspolitischen Teil mit dem Ziel, die Wettbewerbsfähigkeit unserer Wirtschaft zu verbessern und einen überarbeiteten Eurolex-Teil - wir könnten vielleicht von "Swisslex" reden - der die Europafähigkeit unseres Wirtschaftsrechts im weitesten Sinn so rasch als möglich vorantreiben soll. Der Bundesrat wird am 13. Januar 1993 über den Inhalt dieses Programmes entscheiden, nachdem diese Idee bei den Parteien gut aufgenommen worden ist.

Für die politische Realisierung dieses Programms ist dabei folgendes zu beachten:

1. Die Verwirklichung des internen Reformprogramms, das auch einen psychologischen Effekt haben soll, macht nur dann Sinn, wenn es vor dem nächsten Sommer realisiert wird. Für die Wiederaufnahme von Eurolex-Vorlagen könnte die Botschaft im März präsentiert und die Vorlagen in einer allfälligen Sondersession Ende April behandelt werden.
2. Die wiederaufgenommenen Eurolex-Vorlagen und der wirtschaftspolitische Teil des Reformprogramms müssen als Gesamtpaket verabschiedet werden; dies im Sinne der Ausgewogenheit des Programms und damit zur Sicherstellung der Unterstützung durch die vier Bundesratsparteien. Entsprechende Konsultationen mit den Vertretern der Bundesratsparteien sollen dem internen Reformprogramm zum Erfolg verhelfen. Die anvisierte Marschrichtung in bezug auf die Wiederaufnahme von Eurolex-Vorlagen soll im folgenden auf Grund von konkreten Beispielen aus Departementsvorlagen des EJPD dargestellt werden:

1. Vorlagen, die auch ohne EWR sinnvoll und weitgehend unbestritten sind:
 - Anpassungen des Strassenverkehrsrechts
 - Bundesbeschluss über den Konsumkredit
 - Bundesbeschluss über die Produkthaftpflicht
 - Vorlagen im Zusammenhang mit der Gleichstellung von Mann und Frau

Alle diese Vorlagen müssen unbedingt Bestandteil des Sofortprogramms sein.

2. Eurolex-Vorlagen, die an das Prinzip der Gegenseitigkeit gebunden sind: z.B. Vorlagen im Versicherungsbereich. Es stellt sich die Frage, ob hier die Dienstleistungsfreiheit im Sinne einer einseitigen Vorleistung eingeführt werden soll oder ob diese Vorlagen mit dem aussenpolitischen Bereich, das heisst mit allfälligen Verhandlungen mit der EG und den EFTA-Staaten, gekoppelt werden sollen.
3. Eurolex-Vorlagen, die nicht sofort "programmfähig" sind:
 - Ausländergesetzgebung (zu delikater Bereich)
 - Ablösung der Lex Friedrich. Für Vorlagen wie diese müssen wir uns m.E. etwas mehr Zeit nehmen.

Wichtig ist, dass wir an der Europafähigkeit unseres Wirtschaftsrechts als Ziel im Hinblick auf die nächste Integrationsabstimmung festhalten. Die nächste Volksabstimmung über die Europäische Integration kommt bestimmt. Wenn wir jetzt in Untätigkeit verfallen würden, kämen wir bezüglich der Rechtsentwicklung im EWR zu stark ins Hintertreffen. Bereits heute sind ungefähr zweihundert Akte im "Pipeline-Acquis". Zudem werden wir bei einer künftigen Volksabstimmung kaum mehr gleich lange Übergangsfristen erhalten wie dies mit dem jetzigen EWR der Fall gewesen wäre. Zur Illustration soll das Beispiel des Gesellschaftsrechts dienen, wo die Schweiz eine Übergangsfrist von drei Jahren erhalten hat. Es stellt sich die Frage, ob wir unser Gesellschaftsrecht am EG-Recht ausrichten wollen, um bei einer nächsten Volksabstimmung bereit zu sein. Das gleiche gilt auch für problematischere Bereiche wie derjenige des freien Personenverkehrs. Eine unilaterale schrittweise Liberalisierung wäre geeignet, Ängste abzubauen und so ein günstigeres Umfeld für einen künftigen Urnengang zu schaffen.

Bundesrat Koller ruft die Kantonsregierungen auf, die Europafähigkeit des kantonalen Rechts in diesem Sinne sicherzustellen. Das kantonale Recht sollte "nicht überstürzt, aber zielbewusst europafähiger" gemacht werden. Als Beispiel nennt er die Verwirklichung der innerschweizerischen Mobilität durch die gegenseitige Anerkennung von Diplomen. Längerfristig sollte auch das kantonale Recht im heiklen Bereich des Submissionswesens europafähiger gemacht werden. Diese Massnahmen sollen dazu beitragen, die Chancen für die Annahme einer nächsten Europavorlage zu vergrössern.

Bundesrat Koller eröffnet die Diskussion.

Le Conseiller d'Etat Lachat (JU) s'exprime au nom du Groupe de concertation des cantons limitrophes de la France, auquel s'est joint le canton de Fribourg. Ce groupe s'est réuni le 8 décembre dernier pour analyser les conséquences du refus de l'EEE. Il a pris en particulier les décisions suivantes:

- il entend soutenir l'ensemble des initiatives que prendra le Conseil fédéral dans la perspective d'une meilleure intégration de la Suisse en Europe;

- il entend recenser toutes les lois cantonales qui devraient être modifiées, à l'instar de ce qui se fait au plan fédéral, dans le but d'assurer une meilleure euro-compatibilité;
- il a décidé de défendre avec plus de force ses propres intérêts;
- il souhaite que les cantons soient mieux associés à la politique européenne de la Confédération, conformément aux garanties qu'aurait dû leur donner le projet d'article 21 des dispositions transitoires de la Constitution;
- il entend accentuer la politique transfrontalière, tout en étant conscient que celle-ci ne pourra pas remplacer l'EEE, mais dans le but de réduire au maximum les effets négatifs du refus de l'EEE;
- à cet effet, il entend aussi demander à la Confédération d'interpréter plus largement les articles 9 et 10 de la Constitution;
- il souhaite que la Confédération favorise davantage la mobilité de la main-d'oeuvre étrangère;
- il estime que la Confédération devrait accorder un soutien financier aux cantons frontaliers afin de les mettre sur un pied d'égalité avec leurs partenaires européens, qui bénéficient d'aides à la coopération dans le cadre de programmes communautaires;
- il envisage de renforcer la présence des cantons à Bruxelles afin de donner un signal positif aux entreprises de ces cantons et d'éviter ainsi les délocalisations.

Le Conseiller d'Etat Matthey (NE) souligne que les propositions formulées par le Conseiller d'Etat Lachat ne reflètent, pour l'instant, que la volonté des Conseillers d'Etat présents au Groupe de concertation. Elles ne coïncident pas forcément avec l'engagement de tous les cantons frontaliers. Certains cantons où le peuple a dit "non" peuvent en effet se trouver dans une situation difficile.

Dans les cantons acceptants, le "non" du 6 décembre a suscité une certaine amertume et il a été fortement et douloureusement ressenti par la population, surtout par les jeunes. De nombreuses manifestations sont prévues dans ces cantons et des parlementaires sont intervenus dans les Grands Conseils. La question que M. Matthey adresse dès lors aux cantons rejetants est de savoir ce qu'il faut faire pour maintenir la cohésion du pays et assurer la réussite d'un vote ultérieur, car il est indispensable de donner une réponse aux jeunes qui voient leurs espoirs déçus et leur avenir compromis.

En ce qui concerne le programme Eurolex, les cantons devront reprendre au plan cantonal tout ce qui peut favoriser une meilleure euro-compatibilité. Le programme Eurolex fédéral devrait également comprendre des mesures propres à rassurer ceux qui craignent la déréglementation envisagée dans le cadre du programme de revitalisation. Un problème qui n'a

pas été abordé dans ce contexte est celui du personnel saisonnier. La gestion administrative des saisonniers et des frontaliers a créé des rigidités telles que l'on a ainsi contrarié des évolutions structurelles. Le Conseil fédéral prévoit-il de faire quelque chose dans ce domaine? Enfin, M. Matthey souhaite que le Conseil fédéral aide, par des mesures législatives et financières, les cantons frontaliers que le "non" du 6 décembre a mis dans une situation difficile et marginalisés tant sur le plan interne que sur le plan européen.

Le Conseiller d'Etat Ruey (VD) exprime le profond regret du Conseil d'Etat vaudois après la votation du 6 décembre, d'autant que ce gouvernement s'était particulièrement engagé en faveur du "oui". Il s'agit maintenant d'analyser la situation dans un esprit positif. Une bataille est perdue, mais il ne s'agit nullement d'une déroute vu le résultat particulièrement serré. Certes, ce vote a mis en évidence des divergences entre les régions linguistiques et, à cet égard, il ne faut pas céder aux sirènes sécessionnistes. Des clivages sont aussi apparus à l'intérieur des communautés linguistiques elles-mêmes.

Pour éviter que les travaux accomplis ensemble ne soient perdus, il convient d'intensifier la collaboration entre les cantons, de même qu'entre la Confédération et les cantons. Le Groupe de réflexion doit poursuivre ses travaux en vue de faciliter cette collaboration. Le réflexe de l'euro-compatibilité doit être maintenu, notamment par le biais des programmes Eurolex de la Confédération et des cantons. Les cantons devraient tomber d'accord pour supprimer les discriminations internes tout en continuant de suivre l'évolution du droit européen. Se ralliant aux interventions de MM. Lachat et Matthey, M. Ruey est également favorable à une intensification des relations transfrontalières sur la base des articles 9 et 10 de la Constitution, ainsi qu'à une meilleure représentation des cantons dans les instances européennes. Sur ce dernier point, il s'agit, dans l'immédiat, de maintenir l'antenne existante à Bruxelles. Par ailleurs, il est certain que l'on devra revoter en temps opportun sur ces questions européennes. Une concertation avec la Confédération est nécessaire pour déterminer s'il y a lieu de déposer une initiative cantonale allant dans ce sens. Enfin, le gouvernement vaudois est d'avis que la demande d'ouverture de négociations en vue d'une adhésion de la Suisse à la CE doit être maintenue.

Regierungsrat Honegger (ZH) äussert sich im Namen des Zürcher Regierungsrates:

1. Der Regierungsrat des Kantons Zürich bedauert sowohl das gesamtschweizerische als auch das kantonale Resultat der Volksabstimmung vom 6. Dezember. Er gratuliert den Westschweizer Kantonen sowie den beiden Basel zum positiven Entscheid und erklärt, dass der Kanton Zürich bereit sei, beim Zuschütten von aufgetretenen Gräben mitzuhelfen. Auch innerhalb des eigenen Kantons, wo sich Gegner und Befürworter in zwei fast gleich grossen Lagern gegenüberstanden, ist die interne Integration voranzutreiben.

2. Der Regierungsrat des Kantons Zürich ist der Ansicht, es sei kurzfristig keine neue Abstimmung ins Auge zu fassen. Die demokratischen Spielregeln dieses Landes gebieten es, dass vor einer neuen Abstimmung eine "Anstandsfrist" abgewartet werden muss. Ein anderes Vorgehen würde zu einer Verhärtung der Fronten führen und sich schliesslich kontraproduktiv auswirken; das Ständemehr würde kurzfristig nicht erreicht.
3. Nach dieser Volksentscheid sind Beitrittsverhandlungen kurzfristig nicht möglich. In Übereinstimmung mit der Haltung des Bundesrates ist der Regierungsrat des Kantons Zürich der Ansicht, dass der Beitritt als Option offengehalten werden muss, dass er aber kurzfristig aus innenpolitischen Gründen nicht verwirklicht werden kann. Die Schweiz wird somit den nächsten EG-Beitrittszug wohl verpassen.
4. Regierungsrat Honegger schliesst sich den bisherigen Aussagen zur Wiederaufnahme von Eurolex und dem Revitalisierungsprogramm für die Wirtschaft an und ist der Ansicht, dass die gleichen Arbeiten auch auf kantonaler Ebene intensiv an die Hand genommen werden müssen. Im Hinblick auf dieses Ziel könnte heute zwecks Koordinierung und Unterstützung der Kantone bei ihren Arbeiten ein Auftrag an die KOKO ergehen.
5. Regierungsrat Honegger zeigt sich erfreut und dankbar über die Bereitschaft Bundesrat Kollers, Art. 21 UeB BV "im Geiste" realisieren zu wollen. Die Vorarbeiten für die Umsetzung dieses Artikels sollten weitergeführt werden. Dabei ist das Kontaktgremium zu einem Gremium zu vertiefen, das die Europadiskussion aus föderalistischer Sicht noch besser führen kann. Art. 9 BV soll voll ausgenützt werden. Ein neues Rechtsgutachten könnte hier noch mehr Klarheit schaffen.
6. Die Kantone sollten ihre Eigenständigkeit in der Europapolitik vermehrt betonen; dies zum Beispiel auch durch eine Mitgliedschaft in der Vereinigung der Regionen Europas, zu der der Kanton Zürich beitreten möchte. Regierungsrat Honegger fordert die Kantonsvertreter auf, ihre Position diesbezüglich ebenfalls zu überprüfen.
7. Die Informationsstelle in Brüssel soll mindestens im bisherigen Rahmen weitergeführt und im Sinne eines Frühwarnsystems für die Kantone noch ausgebaut werden. Dabei soll die Zusammenarbeit des Kantonsvertreters mit der schweizerischen Mission bei der EG in Brüssel aufrecht erhalten und in Zukunft noch verstärkt werden.

Regierungsrat Wyer (VS) begrüsst die Sitzungsteilnehmer auf französisch und fährt, einer alten eidgenössischen Tradition gehorchend, in seiner Muttersprache fort. Der Walliser Staatsrat wird weiterhin eine Politik der Öffnung führen und den Bundesrat in diesem Sinne unterstützen.

Die Wunden, die in der Westschweiz durch die Abstimmung geschlagen worden sind, sind tiefer als man gemeinhin glaubt. Es handelt sich um ein wichtiges Problem, über das man nicht einfach hinweggehen kann. Vom Bundesrat wird erwartet, dass er nach einer Überlegungsphase die Integra-

tionspolitik neu definiert und Leitlinien sowie das Timing seiner Politik festlegt. In Übereinstimmung mit den Überlegungen der Regierung des Kantons Zürich ist der Walliser Staatsrat der Ansicht, dass zunächst keine neue Abstimmung durchgeführt werden soll.

In Bezug auf Eurolex wird die Ansicht des Bundesrates geteilt. In einer Session Ende Januar soll über die Wiederaufnahme von kantonalen Vorlagen beraten werden. An die Adresse von Bundesrat Delamuraz richtet Regierungsrat Wyer die Forderung, dass auch die Regionalpolitik im Revitalisierungsprogramm für die Wirtschaft berücksichtigt wird.

In Übereinstimmung mit der Aussage von Regierungsrat Lachat wird der Kanton Wallis die grenzüberschreitende Politik mit Frankreich und Italien intensivieren und die Möglichkeiten der Art. 9 und 10 BV ausschöpfen. Was die Initiativen zur Abhaltung einer neuen Europa-Abstimmung anbetrifft, wäre es zu begrüssen, wenn diese aus Kantonen kommen würden, die am 6. Dezember abgelehnt haben. Dabei ist es wichtig, alle diesbezüglichen Initiativen zu koordinieren.

Der Walliser Staatsrat ist bereit, den Bundesrat in einer aktiven Politik der Öffnung zu unterstützen. Der von Bundesrat Koller vorgestellte Zeitplan erfüllt das Erfordernis einer gewissen Dringlichkeit der zu treffenden Massnahmen und wird vom Stand Wallis geschlossen unterstützt.

Le Conseiller d'Etat Maitre (GE) estime que toutes les options d'intégration doivent rester ouvertes. Vu la position récemment adoptée par les représentants d'un parti gouvernemental, il convient de préciser très clairement que l'Alleingang n'est pas une option ouverte. Bien que le gouvernement genevois soit très favorable à une intégration plus poussée de la Suisse en Europe, il est évident que la demande d'ouverture de négociations en vue d'une adhésion à la CE n'est pas utilisable dans un avenir proche. S'agissant de l'éventualité d'un nouveau vote sur l'EEE, le Conseiller d'Etat Maitre estime qu'en dépit des difficultés liées à cette option et de la prudence qu'il convient d'avoir eu égard au respect de la volonté populaire, cette possibilité doit absolument être prise en considération pour des raisons de politique générale. On ne saurait en effet sous-estimer le fait que l'EEE a canalisé de grands espoirs dans une partie importante de la population et surtout parmi les jeunes. Depuis la votation du 6 décembre, il s'est créé une espèce de "dynamique du oui" chez les "perdants". On comprendrait mal, surtout en Suisse romande, qu'on baisse les bras. La résignation n'est pas un projet.

Un second vote sur l'EEE exige certes des faits nouveaux. Sur le plan international, le "oui" du Liechtenstein à l'EEE et la situation dans laquelle la Suisse se trouve désormais reléguée de facto au sein de l'AELE constituent des éléments qui pourraient justifier un réexamen de la situation. Sur le plan interne, le dépôt d'initiatives populaires et d'initiatives cantonales, ainsi que des interventions parlementaires pourraient légitimer le Conseil fédéral à entretenir la dynamique du "oui" pour ne pas décevoir une partie importante de la population.

Regierungsrat Vischer (BS) ist der Ansicht, dass nach den intensiven Diskussionen, die auch im Kanton Basel-Stadt stattgefunden haben, nun rasch konkrete Taten folgen müssen. Die besondere Dringlichkeit der zu treffenden Massnahmen für die Region und den Kanton Basel-Stadt sind zunächst einmal durch die geographischen Tatsachen gegeben. Seitens der Wirtschaft, bei der Investitions- und Standortentscheide anfallen, werden rasche Signale des Bundes und der Kantone erwartet. Dabei kann die Groupe de concertation des cantons suisses limitrophes de la France, der mit Ausnahme des Kantons Fribourg alle ja-stimmenden Kantone angehören, sehr wertvolle Dienste leisten. Es geht dieser Gruppe nicht darum, gegen den Rest der Schweiz etwas zu unternehmen, sondern auf dem Hintergrund der Unterstützung ihrer Politik durch die Bevölkerung innerhalb der Schweiz und auch gegen aussen ein positives Zeichen zu setzen. Regierungsrat Vischer drängt auf ein rasches Vorgehen und weist zu Händen von Bundesrat Delamuraz auf den Wunsch der Basler Industrie nach qualifizierten Arbeitskräften aus dem Ausland hin. Im Bereich der Zollkontrollen ist es wichtig, dass für den Personen- und Güterverkehr zumindest keine neuen Schranken errichtet werden. Die guten Beziehungen mit den Grenzregionen, in denen gemeinsame Interessen bestehen, und der Goodwill unserer ausländischen Partner sollen zur Verbesserung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit ausgenützt werden. Der Bundesrat wird aufgefordert, den Kantonen den entsprechenden Handlungsspielraum zu gewähren. Regierungsrat Vischer unterstützt auch die Aussagen seines Kollegen Honegger bezüglich der Zusammenarbeit der Kantonsregierungen. Die KOKO soll an ihrer nächsten Sitzung eine Traktandenliste mit konkreten Anträgen zur künftigen Zusammenarbeit der Kantone erarbeiten.

Regierungsrat Dittli (UR) bekennt, dass der heutige Gang nach Bern für ihn nicht leicht war und zollt den Vertretern der Westschweiz seinen Respekt. Trotz der klaren befürwortenden Position der Urner Regierung sind auch die Empfindungen des Urner Volkes ernst zu nehmen. In den Gebirgskantonen bestehen heute Unsicherheiten bezüglich Fragen des Transits (Neat-Linienführung) und im Bereich der Arbeitsplätze (Stellenabbau bei Militärbetrieben, SBB, PTT). Die Urner Regierung hat nun mit diesem Nein zu leben; sie hat drei Tage nach der Abstimmung ein Schreiben mit folgendem Zitat erhalten: "Wer im falschen Zug sitzt, dem hilft es nichts, im Gang in die richtige Richtung zu gehen". Die Urner Regierung ist bereit, in die richtige Richtung zu gehen; dabei müssen wir gemeinsam die Ängste der Bevölkerung ernst nehmen und mit konkreten Schritten abbauen. Dabei sind keine Initiativen aus den Nein-Ständen zu erwarten. Wir sind aber bereit, bei der Verwirklichung von Lösungen in Teilschritten Hand zu bieten.

Regierungsrat Dittli ist von der Richtigkeit der heute gemachten Aussagen überzeugt und weist darauf hin, dass die junge Generation im Gegensatz zur älteren positiver eingestellt sei und dass auch im Kanton Uri "Martis" mit nationalistischen Schlagworten argumentieren. Er bekräftigt noch einmal die Bereitschaft zur tatkräftigen Zusammenarbeit.

Regierungsrat Pfisterer (AG) legt kurz die Position des Kantons Aargau dar: Der Entscheid des Souveräns muss auf einige Zeit respektiert werden. Die Absichten des Bundesrates in bezug auf das Europa-Dossier wer-

den unterstützt; er hat damit wieder Führung bewiesen. Die Kantone sollten im Rahmen ihrer Kompetenzen ihre Europa-Politik intensivieren; konkrete Gespräche der Aargauer Regierung mit den deutschen Nachbarn haben bereits stattgefunden. Das eidgenössische Haus sollte vermehrt als ein offenes Haus mit vielen Türen nach aussen gesehen werden. Die von Bundesrat Koller bekräftigten Mitwirkungsrechte der Kantone, die einen ungenügenden und deshalb auszubauenden Ansatz in die richtige Richtung darstellen, sind wahrzunehmen. "Die Ausführung und der Vollzug der Aussenpolitik ist nicht mehr Sache des Bundes alleine, sondern ist entscheidend auch Sache der Kantone." Die Eidgenossenschaft ist künftig differenzierter und ausgefächerter zu betrachten als bisher; wir sind auch in der Kooperation gegen aussen als komplexes Gebilde und nicht mehr als monolithischer Block zu sehen.

Es stellt sich die Frage, wie wir mit unseren grossen Nein-Mehrheiten in der Deutschschweiz weiterkommen. Es muss nun eine Grundsatzdiskussion geführt werden, nachdem der Graben zwischen Bevölkerung und Regierung zu Tage getreten ist. Es ist ein nationales Problem, bei dessen Lösung uns die Westschweiz und die beiden Basel helfen können. Die Voraussetzungen für eine breite Diskussion sind gut, was namentlich die hohe Stimmbeteiligung und die breite Diskussion in der Bevölkerung zeigen. Der Entscheid des 6. Dezembers sollte als vorläufiger Entscheid betrachtet werden, da sich auch die europäischen Grundlagen laufend verändern. Die Entwicklungen innerhalb der EG in Richtung vermehrter Föderalismus und Demokratie sowie das Beispiel Dänemarks helfen uns, die Angst vor dem Koloss jenseits des Rheins abzubauen. Im übrigen wird der EG-Beitritt vielleicht in einigen EFTA-Ländern auch am Volksmehr scheitern. Die direkte Demokratie dispensiert nicht von einer Aussenpolitik. Regierungsrat Pfisterer bittet den Bundesrat und vor allem die Kantone mit Ja-Mehrheiten, die Diskussion im Zeichen der Oeffnung gegenüber Europa zu unterstützen. Die Lancierung der Diskussion mit der Bevölkerung wäre ein Thema sowohl für das Kontaktgremium als auch für die ch-Stiftung. Hier liegt der Schlüssel für unsere europäische Zukunft.

Regierungsrat Siegenthaler (BE) begrüsst das Votum seines Kollegen Dittli; auch er war oft auf dem Lande unterwegs, um die Bürger zu einem Ja zum EWR zu bewegen. Die Auswertung der Abstimmungsergebnisse im Kanton Bern zeigt enorme Unterschiede auf: Den grossen bis mittleren Ja-Mehrheiten im Berner Jura, in den Städten Biel und Bern und in Agglomerationsgemeinden wie Münsingen stehen Nein-Mehrheiten von bis zu 80 % in den Neat-Gebieten (Kandertal) gegenüber. Die Gräben gehen sogar durch die Familien hindurch. Die Regierung des Kantons Bern bedauert das knappe negative Resultat, mit dem sie aber leben muss. Regierungsrat Siegenthaler kann sich im übrigen dem Sieben-Punkte-Programm seines Kollegen Honegger anschliessen. Er hat sich bereits mit den drei bernischen Spitzenverbänden getroffen, um die anstehenden Massnahmen zu besprechen. EWR heisse für ihn jetzt nicht mehr europäischer Wirtschaftsraum, sondern "Es Wird Rauher". Zunächst geht es darum, den schweizerischen Binnenmarkt zu verwirklichen und eine Reihe von Gesetzen anzupassen. "Die Karawane in Richtung Integration in Europa ist unterwegs, aber die Menschen hatten Angst vor diesem Tempo". Wir müssen nun versuchen, Schritt für Schritt die Eurokompatibilität zu erreichen. Regierungsrat Siegen-

thaler hält nicht viel von einer eigentlichen "Versöhnungskonferenz", wie sie von einigen Parlamentariern vorgeschlagen worden ist, setzt sich aber für eine Konferenz ein, die in einem breiten Rahmen Zukunftsperspektiven entwickelt. Er möchte die Meinung des Bundesrates zu diesem Vorschlag erfahren.

Regierungsrat Zemp (LU) ist ebenfalls der Ansicht, dass man die Abstimmung nicht kurzfristig wiederholen sollte. Im Sinne der Rechtssprache müssten neue Gründe (Tatsachen, Beweismittel) vorliegen, um nochmals abzustimmen; als neue Tatsache ist in diesem Zusammenhang allenfalls der positive Ausgang der Abstimmung im Fürstentum Liechtenstein zu erwähnen. Dies genügt aber nicht, um in der Schweiz eine Abstimmung kurzfristig zu wiederholen: Das Volk braucht eine "Schonfrist". Wir haben zur Zeit ein Volk, das erst zu 49,7 % europafähig ist. Bei einem Zufallsmehr ist das Volk in der Schweiz noch nicht europafähig. Die Luzerner Regierung ist wie diejenige des Kantons Aargau der Ansicht, dass ein eigentliches nationales Verständigungsprogramm einzuleiten ist. Die schweizerischen Innenpolitiker, allenfalls auch die ch-Stiftung sind aufgerufen, aktiver zu werden und sich nicht nur auf Versöhnungskonferenzen zu beschränken. Die Trennung zwischen der classe politique und dem Volk muss überwunden werden. Das Volk hat vorderhand noch die gleiche Mentalität. "Das Volk lässt sich nicht auswechseln". Hingegen lässt sich vielleicht die Mentalität des Volkes ändern. Darin liegt in Zukunft die Hauptaufgabe der Kantone sowie eine wichtige Aufgabe des Bundes. Es besteht aber nicht nur der Sprachgraben, sondern viele zum Teil irrationale Gräben gehen durch die Bevölkerung hindurch. Die reichsten Gemeinden (z.B. Meggen) haben dem EWR zugestimmt, während ärmere Gemeinden ihn klar abgelehnt haben. Die von den Gemeinden hochgehaltene Autonomie ist in der Realität nur eine scheinbare, weil fremdfinanzierte Autonomie. Die wirtschaftlichen Abhängigkeiten und Zusammenhänge müssen in Zukunft in diesem Land klarer dargestellt werden. Es braucht jetzt vor allem ein innenpolitisches und nicht nur ein aussenpolitisches Programm.

Regierungsrat Zemp bittet die Grenzkantone, ihre Anstrengungen nun nicht nur auf die Anwendung des Art. 9 BV zu beschränken, sondern gleichzeitig aktiv am innenpolitischen Dialog teilzunehmen. Nur so können wir ein günstiges Klima für eine weitere Abstimmung schaffen und die Distanz zwischen classe politique und Bevölkerung verringern.

Regierungsrat Brändli (GR) bemerkt, dass er eigentlich romanisch sprechen sollte, so sehr habe man in den letzten Wochen den Eindruck erhalten, die Schweiz bestehe nur aus der deutschen und der französischen Schweiz. Er freut sich, dass man in der heutigen Debatte weitergegangen ist und das Problem nicht nur auf den Röstigraben beschränkt hat. Für die Regierung des Kantons Graubünden bedeutet dieses Abstimmungsergebnis eine grosse Niederlage, haben doch die Bündner bisher in der Regel sowohl regierungs- als auch bundestreu abgestimmt. Regierungsrat Brändli schliesst sich weitgehend dem von seinem Kollegen Honegger Gesagten an und betont, dass man sich mit den Leuten, die nein gestimmt haben, intensiver auseinandersetzen muss. Es sind diese Stimmbürger, die wir bei einer nächsten Abstimmung überzeugen müssen; deshalb sind hier vertiefte Analysen notwendig.

Die Tatsache, dass die Berggebiete den EWR am massivsten abgelehnt haben, kann nicht einfach mit dem Argument, es handle sich hier um Ultra-Konservative und um Bauern erklärt werden. Der Umgang mit dem Berggebiet hat in einigen Regionen zu einem Vertrauensverlust in die Regierung geführt. Als Beispiele seien hier Probleme mit Wald-Subventionen oder mit dem Moorschutz genannt. Es ist wichtig, dass die Gründe für das Nein in diesen Gebieten genau analysiert werden und dass aufgezeigt wird, wie man wieder Vertrauen schaffen kann. Man muss leider zur Kenntnis nehmen, dass das Nein in der Deutschschweiz auch mit der Ausländerpolitik zusammenhängt. Die Befürchtung, dass noch mehr Ausländer in die Schweiz kommen würden, war gross. Deshalb sollte man in der Ausländerpolitik zurückhaltend sein und sehr vorsichtig vorgehen. Um einen Rückfall in die Diskussionen der Siebziger Jahre zu vermeiden, bittet Regierungsrat Brändli Bundesrat Koller, dieses Thema sehr subtil zu behandeln und nicht durch kurzfristige Massnahmen neue Unruhe zu schaffen.

Regierungsrat Stöckling (SG) schliesst sich namens der St.Galler Regierung weitgehend dem bisher Gesagten an. Die St.Galler Regierung, die sich sehr stark für den EWR engagiert hat, begrüsst die Absicht des Bundesrates, das Beste aus der neuen Situation zu machen. Trotz ausgezeichneten Beziehungen über die Grenze hinweg hat das St.Galler Rheintal aus Angst um den Arbeitsplatz die Vorlage deutlich abgelehnt. Wegen der unterschiedlichen Finanzierung des Sozialversicherungssystems sind die Lohnvorteile der Vorarlberger Grenzgänger bedeutend grösser als jene von anderen Grenzgängern aus unseren Nachbarländern. Regierungsrat Stöckling fragt sich, ob bei der Interpretation der Schutzklausel für die Freizügigkeit allenfalls ein gewisser Verhandlungsgesprächsspielraum bestehe. Wenn in diesem Bereich etwas gewonnen werden könnte, wäre eine wichtige Voraussetzung für ein günstigeres Abstimmungsresultat erfüllt. Diese erweiterte Schutzklausel wäre vor allem bei der Einwanderung nicht qualifizierter Arbeitskräfte wichtig.

Regierungsrat Stöckling warnt davor, dass die Grenzkantone sich nun allzusehr auf Art. 9 BV konzentrieren und die nationale Kohäsion demgegenüber vernachlässigen. Andererseits sollten die bestehenden Möglichkeiten z.B. im Bildungssektor, vorab im Bereich der gegenseitigen Anerkennung von Diplomen im Verhältnis mit dem benachbarten Ausland ausgenützt werden. Diese Anstrengungen sollten im Rahmen des Kontaktgremiums koordiniert werden. Zunächst ist aber vor allem das Gespräch im Innern zu suchen. Die Erziehungsdirektorenkonferenz (EDK) hat verschiedene Projekte in den Bereichen gegenseitige Anerkennung von Diplomen und bei der Freizügigkeit beim Besuch von Schulen vorbereitet. Es geht darum, noch bestehende Barrieren abzubauen.

Die St.Galler Regierung wünscht, vom Bundesrat in geeigneter Weise in die Verhandlungen mit dem Fürstentum Liechtenstein über den Zollvertrag einbezogen zu werden. Die konkrete Umsetzung eines neuen Abkommens würde sich in erster Linie im St.Galler Rheintal abspielen, weshalb die St.Galler Regierung ein legitimes Interesse daran habe, ihren Standpunkt darzustellen.

Regierungsrat Stöckling setzt sich dafür ein, dass diejenigen Bürger, die von ihrem Stimmrecht Gebrauch machen, sich auch entsprechend um die Probleme dieses Landes kümmern und sich informieren. Es hätten am 6. Dezember viele Bürger zum ersten Mal abgestimmt und wegen mangelnder Information in einzelnen Gemeinden Vorlagen gefährdet oder gar abgelehnt. Wenn man von Vertrauensverlust in die classe politique spricht, muss man auch sehen, dass diejenigen Bürger, welche am 6. Dezember zum ersten Mal an der Urne waren, deren Vertreter nicht gewählt haben.

Bundesrat Koller dankt den Teilnehmern für die heutige Aussprache und fasst die Debatte zusammen: Er stellt eine weitgehende Uebereinstimmung der Positionen fest. Der unangenehme Volksentscheid ist zu respektieren und kurzfristig ist von einer erneuten Abstimmung über die gleiche Vorlage abzusehen. Zum Respekt vor dem Volksentscheid gehört auch, dass wir vor einer nächsten Abstimmung zur Europäischen Integration nun einige Zeit verstreichen lassen. Diese Zeit gilt es zu nutzen im Sinne der nationalen Verständigung, um das Terrain für einen positiven Entscheid vorzubereiten. Der Volksentscheid vom 6. Dezember kann keinesfalls als Entscheid gegen eine Zusammenarbeit mit unseren Nachbarn in Europa ausgelegt werden. Deshalb müssen wir für die Zukunft alle Integrationsoptionen offen halten.

Sehr positiv ist auch die Bereitschaft der Kantone, die Rechtsanpassungen an das Europarecht gleich wie der Bund speditiv weiterzuverfolgen. Diese Anpassungen werden dazu beitragen, dass wir bei einer nächsten Volksabstimmung bessere Chancen für einen günstigen Ausgang haben. Bundesrat Koller dankt abschliessend den Vertretern der Kantonsregierungen für die gezeigte weitgehende unité de doctrine in den besprochenen Fragen zur Europäischen Integration. Zu den offenen Fragen rund um die Auslegung von Art. 9 und 10 BV erteilt er das Wort an Bundespräsident Felber.

Pour le Président de la Confédération, M. Felber, le souhait des cantons de voir interpréter plus largement par la Confédération l'article 9 de la Constitution apparaît, de prime abord, comme parfaitement légitime. Il convient toutefois de rappeler que la politique étrangère doit être menée par le Conseil fédéral. L'unité de la politique extérieure est un gage de l'unité de la Suisse. Il faut veiller, en effet, à ne pas créer un nouveau clivage entre les cantons qui ont accès aux relations transfrontalières et les cantons de l'intérieur, qui seraient condamnés à la solitude et au repli. Les entretiens prévus entre des représentants du DFAE et le Groupe de concertation des cantons limitrophes de la France devront en tout cas être ouverts à tous les cantons frontaliers. De son côté, la CE n'entend pas se laisser grignoter par des accords transfrontaliers et souhaite traiter avec la Suisse à part entière.

Le Conseiller d'Etat Lachat (JU) demande si la Suisse ne pourrait pas tout de même apporter sa contribution financière au fonds de cohésion, comme cela avait été prévu dans l'Accord sur l'EEE, ce qui constituerait un geste de bonne volonté. Il aimerait également savoir ce que signifie le terme "kurzfristig" pour le Conseil fédéral, eu égard à l'ouverture de négociations d'adhésion, car après les rapports des trois Conseillers

fédéraux, on a l'impression qu'il ne reste guère d'autre solution que l'adhésion.

Le Conseiller fédéral Delamuraz répond que la Suisse a bien l'intention de traiter l'AELE de manière élégante. Elle a d'ailleurs tout intérêt à se montrer généreuse, ne serait-ce que pour soutenir ses hauts fonctionnaires au sein de cette organisation. Toutefois, la participation au fonds de cohésion était si directement liée à l'Accord sur l'EEE que son maintien aurait été considéré comme une trahison de la volonté populaire qui s'est exprimée le 6 décembre.

Le Président Felber ajoute que d'autres signes de bonne volonté sont possibles, notamment en ce qui concerne le statut des saisonniers. Quant au calendrier, il est aujourd'hui impossible à fixer. La CE semble s'être donné pour règle d'or d'éviter toute précipitation, afin de ne pas courir le risque d'un nouvel échec. Son message est un peu le suivant: "Rapprochez-vous de nous, mesurez les effets de l'isolement et, ensuite, faites-nous signe!" On peut s'attendre à ce que la situation n'évolue guère sous la présidence danoise. Mais on sait déjà que la Belgique, qui prendra la relève du Danemark au milieu de 1993, a une attitude très ouverte envers la Suisse.

Bundesrat Koller schlägt vor, nach der heutigen ausserordentlichen Sitzung des Kontaktgremiums die für den Januar vorgesehene Sitzung fallenzulassen und auf

Freitag, 26. März 1993

zu verschieben.

Hingegen wird am 21. Januar 1993 die nächste Sitzung der KOKO stattfinden, an der sich diese unter anderem mit der Wiederaufnahme der kantonalen Eurolex-Vorlagen beschäftigen wird. Bis zur nächsten Sitzung des Kontaktgremiums wird der Bundesrat ein Programm zu Handen des Parlaments verabschiedet haben und der 26. März wäre deshalb ein günstiges Datum für eine weitere Plenumsitzung. Die Mitglieder des Kontaktgremiums sind mit diesem Vorschlag einverstanden. Bundesrat Koller dankt allen recht herzlich für ihre Mitarbeit und wünscht frohe und gesegnete Festtage. Applaus.

Ende der Sitzung / fin de la séance: 12.20 Uhr.